

PCF



LES ALLOBROGES
DE GRENOBLE

Municipales : notre combat pour l'union

Comment imaginer que la gauche partirait divisée pour l'élection de 2026 ?

L'union a été possible avec le NFP pour les législatives après la dissolution de l'Assemblée nationale. Union encore pour l'élection partielle de janvier 2025.

Depuis deux ans, les communistes appellent les Ecologistes, les militant-es de la France insoumise, des partis et mouvements de gauche, à s'unir. Nous poursuivrons nos efforts en ce sens. Jusqu'à l'obtenir.

Car il y a urgence. Sans attendre, nous voulons débattre et construire avec les Grenoblois-es. Pour davantage de solidarités face aux difficultés, pour une équipe municipale qui renouvelle sa pratique de la proximité avec les citoyen-n-es.

C'est la raison d'être de ce journal. Nous voulons donner la parole aux habitant-es. Vous trouverez dans ces pages de premières pistes de propositions – elles ne sont pas exhaustives. Nous avons ouvert un site Internet pour que vous puissiez nous faire part de vos analyses.

Car c'est bien cela qui nous importe. Que les choix municipaux pour le prochain mandat soient débattus avec vous. Dès maintenant.



Isabelle Peters, cheffe de file des communistes pour l'élection municipale de 2026.

Logement, transports, écologie, démocratie, égalité, tranquillité publique, santé, services publics...

Dans ce journal, vous trouverez nos premières propositions à débattre !

Donnez-nous votre avis :

@ grenoble.pcf-isere.fr



Pcf Grenoble

20 rue Emile Gueymard,
38000 Grenoble



L'émancipation par la culture et le sport

Nous voulons faire de la culture et du sport un droit pour toutes et tous, dès le plus jeune âge.

Pour les rendre accessibles au plus grand nombre, nous défendons la gratuité progressive des spectacles vivants subventionnés, ainsi qu'un accès renforcé aux équipements culturels et sportifs municipaux, en lien avec tous les partenaires (MC2, MJC, théâtres municipaux, piscines...).

Il est urgent de rompre avec la logique marchande qui transforme la culture et le sport en "produits standardisés".

Réancrer la création au plus près des habitantes, c'est refonder un véritable service public culturel et sportif, en nous appuyant sur les associations et en leur donnant les moyens d'agir.

Une ville féministe

Au cœur de notre projet politique, nous défendons une ville fondée sur la justice sociale, le partage et l'égalité, face à une société capitaliste et patriarcale. La lutte contre les violences faites aux femmes reste une priorité absolue.

Nous renforcerons l'implication de la ville dans les dispositifs déjà existants à Grenoble, tels que la Maison des femmes pour mieux protéger, accompagner et prévenir.

L'égalité des genres au travail passe aussi par une égalité de garde d'enfants : l'objectif est de parvenir à 100 % des demandes de places en crèche satisfaites dans des crèches municipales ou associatives.

Ce qui a marché, ce qui doit être amélioré

De nombreuses mesures du programme pour lequel les électeurs se sont prononcés en 2020 ont été mises en œuvre. Végétalisation contre le réchauffement climatique, création de pistes cyclables, hébergements d'urgence, rénovation des écoles... Positif également l'engagement de la ville pour la défense de la clinique mutualiste, ou la mise en place de la gratuité des bibliothèques, par exemple.

Il faut amplifier ces efforts,

dans le domaine de la santé, du logement et des transports, en lien avec la métropole.

Pour le prochain mandat, il faut aussi améliorer la relation entre le maire, les équipes municipales et les Grenoblois-es. Davantage d'informations, avec un journal municipal distribué à tous. Davantage de possibilité d'évolution des projets présentés à la population. Davantage d'écoute et de lien avec les Grenoblois-es.

L'engagement communiste



Nicolas Beron Perez, élu au logement, a augmenté la part des logements sociaux dans les programmes de construction et de réhabilitation.

La participation des communistes à la majorité municipale est celle d'un engagement constant pour les solidarités sociales.

Les logements sociaux représentent aujourd'hui un quart de l'habitat à Grenoble : l'une des marques de l'engagement des communistes au sein de la majorité municipale.

Depuis 2020, les élu-es communistes ont agi pour la mise en œuvre du programme de la liste Grenoble en commun. Avec une spécificité, le souci constant d'agir contre les discriminations sociales ou sociétales.

C'est ainsi qu'ils ont obtenu la création d'un bouclier social en 2024 avec, en particulier, la gratuité des transports en commun pour près d'un

tiers des Grenoblois-es, sur critère sociaux. Un premier pas appréciable vers la gratuité totale.

Leur combat, c'est aussi celui de l'encadrement des loyers. Toujours avec le souci d'une solidarité active, ils ont soutenu la création d'une sécurité sociale de l'alimentation.

Depuis 2020, les élu-es communistes sont en première ligne pour que vive l'union des forces de gauche. La nomination à la responsabilité de première adjointe d'Isabelle Peters témoigne de leur implication pour la réussite d'un arc humaniste de gauche – elle est également déléguée aux quartiers populaires et maire adjointe de secteur.

Fort de leur bilan, les communistes vous proposent d'ouvrir une nouvelle page, pour un mandat renouvelé.

Sécurité : l'indécence de la droite à Grenoble

Restaurer la tranquillité publique à Grenoble implique un changement de politique nationale accompagné par des politiques municipales.

Face au narcotrafic, les Grenoblois paient les conséquences des suppressions de poste de policiers nationaux par la droite. Elle est indécente lorsqu'elle attaque la commune sur la sécurité.

L'efficacité contre les trafiquants implique un changement de politique gouvernementale : les enquêtes de la police judiciaire sont entravées par la réforme du ministre Darmanin.

Il faut frapper à la caisse : les moyens de la lutte contre le blanchiment ne sont pas à la hauteur.

Les prisons sont aujourd'hui une « machine à fabriquer de la récidive ». Derrière les discours, la droite et l'extrême-droite nourrissent le mal qu'elles prétendent combattre. Le PCF propose de renforcer l'accompagnement à la réinsertion des détenus, pour casser la spirale de la récidive.

Le retour de la police de proximité, supprimée par la droite et dénoncée par l'extrême droite, est indispensable.

Ce qui relève de l'État doit s'accompagner d'une action déterminée au ni-



Comme partout, Grenoble paie les conséquences de la baisse des moyens de la police et de la justice.

veau de la commune.

Les communistes proposent :

- la dénonciation permanente par la ville de Grenoble des conséquences de la politique gouvernementale

100 postes de policiers nationaux manquent dans l'agglomération pour rattraper le niveau d'avant N. Sarkozy

- le développement de la contribution de la ville de Grenoble à des missions de prévention de la consommation de

drogue aux côtés des associations, des établissements scolaires, des services de santé...

- la poursuite et le développement des missions de proximité de la police municipale aux côtés de la police nationale

- le soutien aux associations et collectif d'habitants pour la reconquête de l'espace public

- le maintien et le développement des services publics de proximité pour renforcer le lien social.

Logement, un droit fondamental

À Grenoble, le droit au logement est en crise. Loyers trop chers, envolée du prix du chauffage, pénurie de logements : aujourd'hui, 8 400 demandes de logement sociaux sont en attente.

Nous voulons une politique ambitieuse : atteindre 30% de logement publics, encadrer les loyers dans le pri-

vé, réquisitionner des logements vacants, développer l'accès à la propriété en bail réel solidaire, mettre en place un permis de louer, accélérer la rénovation thermique et la construction de logements.

Le logement doit être un droit, pas un privilège !

Zéro fermeture de services publics

L'État transfère des responsabilités aux collectivités locales en réduisant leur budget. Il faut réformer la fiscalité locale pour plus de justice, et obtenir des moyens de la part de l'État, principal collecteur d'impôts.

Nous réaffirmons notre engagement : zéro fermeture des

services publics ! Nous continuerons de lutter contre la fermeture des bureaux de poste et mènerons un effort particulier en matière de santé. Devant la difficulté d'accès aux soins, nous voulons poursuivre le développement des centres de santé et défendre un hôpital public de qualité.



Des projets élaborés avec et par les citoyen·nes.

Pour une démocratie citoyenne concrète

Donner les moyens aux citoyen·nes de participer à la décision publique, retisser les liens avec tous les Grenoblois·es.

Faire vivre la démocratie ne peut se limiter à appliquer un programme voté en début de mandat. Nous défendons une nouvelle approche : associer les habitant·es à la mise en œuvre des politiques publiques, avec un véritable pouvoir de proposition, d'amendement et de décision – et non plus se contenter d'appliquer un programme de manière descendante. Concrètement, cela signifie que plusieurs projets municipaux devront être directement discutés avec la population.

Des bilans publics réguliers

Cette démarche sera coordonnée par un·e élu·e dédié·e à la démocratie participative, tandis que les élu·es de secteur animeront les processus participatifs dans les quartiers. Ils devront co-construire avec les associations, les syndicats et des habitant·es tiré·es au sort, selon des critères socio-professionnels, afin de garantir une représentation fidèle de la diversité sociale. Des dispositifs d'accompagne-

ment seront mis en place pour lever les freins à la participation.

Cette dynamique nécessitera sans doute de repenser l'articulation entre le budget participatif qui permet de financer des projets proposés et votés par les habitant·es à partir d'une partie du budget de la ville et le Fonds de participation des habitant·es (FPH) à plus petite échelle qui soutient des initiatives locales. L'idée est de faire grimper la participation de toutes et tous les habitants de Grenoble et de garantir une participation plus équitable entre les quartiers.

Des bilans publics réguliers seront organisés pour mesurer l'impact des démarches enga-

gées et ajuster les dispositifs afin de les rendre plus efficaces. L'objectif est d'intégrer le maximum de formes de participations tout au long du mandat.

Construire une démocratie vivante, c'est permettre à toutes et tous de prendre part aux décisions qui les concernent. C'est aussi de retisser le lien entre les citoyen·nes et les institutions et redonner du pouvoir d'agir à celles et ceux qui en sont trop souvent privé·es.

Transports en commun, gratuité totale

Le PCF a toujours défendu le droit à la mobilité. À Grenoble, ses élu·es ont été à l'origine du retour du tramway en 1983.

Ils ont aussi participé à la création du collectif pour la gratuité des transports.

Pour nous, la gratuité est une urgence écologique, sociale, sanitaire et économique :

- contre la pollution de l'air (145 décès prématurés/an)
- pour le pouvoir d'achat (le transport, c'est 12,5 % du budget des familles)
- pour désenclaver les quartiers et villes périurbaines.

La gratuité doit s'accompagner du renforcement du réseau : plus de fréquence, de lignes et un maillage plus fin.

Le financement ? Le prix des tickets ne représente en réalité que 20 % du coût de fonctionnement. Nous proposons un engagement financier de la métropole et du département ainsi qu'une augmentation du versement mobilité des entreprises.

Le PCF s'oppose à la Zone à faibles émissions, inefficace et injuste pour les plus précaires. La transition écologique doit être sociale !

Réchauffement, adapter la ville

Adapter Grenoble à des canicules plus intenses et plus fréquentes, c'est une nécessité.

Toutes les politiques municipales, et en premier lieu l'urbanisme, doivent être tournées vers cet objectif, aujourd'hui et pour le long terme.

Des mesures concrètes sont à poursuivre et à amplifier : végétalisation, désimperméabilisation, isolations thermique, îlots de fraîcheur, mobilités douces...